

# GUERRE COMMERCIALE SINO-ÉTATSUNIENNE: LE VRAI «VOLEUR» ENFIN DÉMASQUÉ?

RÉMY HERRERA \*



ZHIMING LONG \*\*



ZHIXUAN FENG \*\*\*



BANGXI LI \*\*\*\*



**P**our le dire très synthétiquement, rappelons que Marx concéda que le commerce international pouvait améliorer, à court terme, la situation économique des pays qui ont (soverainement) accepté d'y participer, en permettant notamment l'accroissement de la consommation à moindre coût, ainsi que l'avait affirmé Ricardo. Mais Marx ajouta aussi qu'en dépit de ce gain immédiat l'échange opère aux dépens de l'économie la moins industrialisée et s'avère en réalité inégal dès que sont considérées les quantités de travail

\* CHERCHEUR AU CNRS (UMR 8174 CENTRE D'ÉCONOMIE DE LA SORBONNE).

\*\* PROFESSEUR ASSOCIÉ À L'UNIVERSITÉ TSONGA DE BEIJING.

\*\*\* PROFESSEUR ASSISTANT À L'UNIVERSITÉ DE NANAKAI À TIANJIN.

\*\*\*\* PROFESSEUR ASSOCIÉ À L'UNIVERSITÉ TSINGHUA DE BEIJING.

que les marchandises échangées incorporent et qui mesurent les efforts productifs vraiment consentis par les protagonistes de l'échange<sup>1</sup>.

Cela se vérifie si un pays moins « développé » présente, dans les secteurs d'activités concernés par le commerce extérieur, une productivité du travail inférieure à celle de son « partenaire », de sorte qu'il obtient moins d'heures de travail incorporées dans les marchandises qu'il importe par rapport aux heures intégrées à ses propres exportations. Les rapports des quantités de travail exigées par les exportations et les importations (soit ce que l'on appellera plus tard « termes factoriels de l'échange ») sont dans ce cas défavorables au pays le moins « avancé », exploité sous l'angle des contributions respectives en travail. Des marxistes après Marx, à commencer par les théoriciens du système mondial capitaliste, montreront par la suite que l'ampleur des inégalités entre pays échangistes peut se trouver dépendre du différentiel des rémunérations du travail, inférieures à la périphérie à ce qu'elles sont au centre, à productivité égale<sup>2</sup>.

30

En révélant ainsi le caractère inégal de l'échange, Marx réfutait donc la vision d'un commerce international entraînant des effets égalisateurs ou correcteurs des inégalités et soulignait plutôt les mécanismes de domination et d'exploitation affectant les économies moins industrialisées et conduisant à leur soumission aux riches pays capitalistes<sup>3</sup>. Et si Marx pensait que « la liberté commerciale hâte la révolution sociale »<sup>4</sup> et choisissait de « voter en faveur du libre-échange », il ne manqua pas d'insister sur le fait que ce dernier aggrave les inégalités entre pays, façonne une division internationale du travail conforme aux intérêts des plus puissants capitalistes et représente pour la bourgeoisie un outil d'asservissement – autant de raisons pour lesquelles, sans adhérer au protectionnisme, il rejeta les conclusions normatives des économistes libéraux.

Se pourrait-il alors que Marx nous aide à déchiffrer les dessous de certains aspects des relations sino-étatsuniennes actuelles ? La balance commerciale très largement déficitaire des États-Unis vis-

---

<sup>1</sup> Karl Marx (1910), *Capital*, Book I, in *Marx & Engels Collected Works*, London : Lawrence & Wishart.

<sup>2</sup> Voir ici Samir Amin (*Accumulation on a World Scale*, *Monthly Review Press*, New York, 1974), et tant d'autres, après Arghiri Emmanuel (*Unequal Exchange*, New York : Monthly Review Press, 1972).

<sup>3</sup> Lire, entre autres, les articles que Marx consacra à la colonisation de l'Inde dans Karl Marx et Friedrich Engels (2018), *Le Colonialisme*, Éditions Critiques, Paris.

<sup>4</sup> Voir : Marx's speech « On the Question of Free Trade » du 9 janvier 1848.

à-vis de la Chine a constitué le principal prétexte au déclenchement par Washington, à partir du premier semestre 2018, de ce qu'il est coutume d'appeler une « guerre commerciale » contre Beijing. Au-delà d'accusations de « vol » de propriété intellectuelle – et d'autres amabilités –<sup>5</sup>, les motifs invoqués par l'administration étatsunienne portent sur la concurrence supposément « déloyale » d'une Chine qui cumulerait les avantages liés à des exportations dopées par de bas salaires et une monnaie nationale sous-évaluée, d'une part, et, d'autre part, à des importations freinées par des subventions aux firmes domestiques et de pesantes contraintes réglementaires entravant l'accès à son marché intérieur. Le déficit bilatéral étatsunien n'apporte-t-il pas la preuve irréfutable que Donald Trump a raison en déclarant que « les Chinois extirpent [des États-Unis] des centaines de milliards de dollars chaque année et les injectent en Chine » (tout en affirmant, aussi, que le président Xi Jinping est l'un de ses « très, très bons amis »)<sup>6</sup> ? L'évolution récente de la configuration des chaînes de valeurs qui ont vu la Chine occuper peu à peu une place déterminante dans les réseaux mondialisés d'approvisionnement de nombreuses activités tend certes à complexifier l'analyse. Mais comment peut-on nier l'évidence que tous ces dollars sont bel et bien transférés du pays déficitaire vers le pays excédentaire ?

31

### **L'évolution du commerce extérieur (les États-Unis, en apparence, perdent)**

Comme on le sait, depuis les années 1980 (et même 1970), des déficits commerciaux bilatéraux de plus en plus profonds sont observés au détriment des États-Unis et au bénéfice de la Chine. Un tel constat vaut quel que soit le système comptable retenu, et malgré des divergences au sujet des montants exacts de déficits entre les données étatsuniennes (*U.S. Department of Commerce*) et chinoises (*China Customs Administration*) – ces écarts d'évaluations tenant, entre autres, aux modalités de prise en compte des réexportations à partir de Hong Kong, des frais de transport et des dépenses relatives aux voyages des ressortissants des deux pays.

---

<sup>5</sup> Cf. les Tweets présidentiels ou les déclarations du vice-président Mike Pence, du conseiller Peter Navarro, etc.

<sup>6</sup> Voir sur <[whitehouse.gov](http://whitehouse.gov)> le discours intitulé « Remarks by President Trump at Signing of the U.S.-China Phase One Trade Agreement » publié le 15 janvier 2020.

Cette détérioration ne fut ralentie – temporairement, avant de s’accélérer – qu’en conséquence de l’impact des crises qui ont secoué l’économie étatsunienne en 2001 (éclatement de la bulle de la « nouvelle économie ») et 2008 (crise dite des « *subprimes* », mais systémique en réalité, qui produisit ses effets en Chine à partir de 2009 et surtout 2012) ou des appréciations du yuan (2005 et 2012) et après la crise financière de l’été 2015 sur les places boursières chinoises. D’abord lentement dégradé dans la décennie 1990, puis crûment dans les années 2000 et 2010, ce solde a franchi la barre des 100 milliards de dollars en 2002, celle des 200 milliards en 2005, puis les 300 milliards en 2011, avant d’atteindre, pour les seuls biens (hors services), le déficit record de 419,5 milliards de dollars en 2018. La Chine était à cette date officiellement devenue le tout premier partenaire commercial des États-Unis pour les échanges de biens, pour un total de 659,8 milliards de dollars : 120,0 milliards d’exportations et 539,5 d’importations. Quant à lui, le commerce des services exhibait un excédent en faveur des États-Unis de 40,5 milliards.

32

C’est précisément cette même année 2018 que fut lancée la guerre commerciale. Les mesures initiales, consistant à augmenter fortement les tarifs douaniers supportés par certains produits importés de Chine (exemples : équipements ménagers, panneaux solaires photovoltaïques...), ont été prises dès le mois de janvier. Suivront, à partir de mars, d’autres relèvements de barrières aux importations en provenance de Chine (métallurgie, automobile, aéronautique, robotique, technologies de l’information et de la communication, matériel médical, etc.). Puis vinrent, en avril, des sanctions contre des entreprises chinoises que cibèrent des interdictions d’utilisation d’intrants *made in USA*.

Un an plus tard, en juin 2019, alors que les hausses de taxes douanières touchaient de nouveaux secteurs, la Chine n’était déjà plus le premier partenaire commercial des États-Unis (leurs partenaires dans l’ALENA, Mexique et Canada, la dépassaient). Mais fin 2019, le solde commercial déficitaire, significativement réduit, revenait à - 345,6 milliards de dollars, soit en deçà de celui de la fin de la seconde mandature de Barack Obama. Cette inflexion était visible dès les premiers mois de 2019. Se pourrait-il alors que Donald Trump soit dans le vrai et en passe de gagner son combat ? La réponse à cette question exige au préalable de savoir si, comme le prétendent les économistes *mainstream*, l’échange entre les États-Unis et la Chine est équitable. Or, est-ce vraiment le cas ?

## La mesure de l'échange inégal (ce sont les États-Unis, en réalité, qui gagnent)

Au prix de certaines conditions et hypothèses techniques, les valeurs respectives en travail que contiennent les biens et services échangés par les États-Unis et la Chine dans leur commerce bilatéral peuvent se calculer<sup>7</sup>. C'est ce que nous avons fait, selon deux méthodes distinctes<sup>8</sup>.

Une première méthode consiste à estimer directement l'échange inégal comme le rapport entre les contenus en travail intégrés aux échanges sino-étatsuniens : la Chine exporte une quantité d'heures de travail réalisées par des travailleurs chinois et, en retour, importe une autre quantité d'heures de travail effectuées cette fois par des travailleurs étatsuniens auxquelles vient s'ajouter l'excédent de la balance commerciale, soit une quantité d'heures additionnelle de ces mêmes travailleurs étatsuniens correspondant à ce solde bilatéral, vu de Chine. Il nous faut aussi évaluer à combien d'heures de travail équivaut un dollar étatsunien alternativement aux États-Unis et en Chine, car nos calculs, effectués en prix courants, doivent convertir les monnaies entre elles grâce au taux de change officiel.

Les résultats que nous obtenons mettent en évidence, au cours des quatre dernières décennies, de 1978 à 2018, l'existence d'un échange inégal entre les États-Unis et la Chine, aux dépens de celle-ci et en faveur de ceux-là. Les évolutions respectives des contenus en travail intégrés dans les marchandises échangées ont été très différentes dans les deux pays : on constate en effet, pour la Chine, une forte augmentation jusqu'au milieu de la décennie 2000, puis une chute abrupte, et enfin une stabilisation au début des années 2010 ; mais, pour les États-Unis, une évolution beaucoup plus modérée, continûment croissante. Nous trouvons alors qu'entre 1978 et 2018, en moyenne,

<sup>7</sup> Voir à ce sujet Bill Gibson (1980), « Unequal Exchange : Theoretical Issues and Empirical Findings », *Review of Radical Political Economics*, vol. 12, n° 3, p. 15-35 ; Michael Webber et S.P.H. Foot (1984), « The Measurement of Unequal Exchange », *Environment and Planning A : Economy and Space*, vol. 16, n° 7, p. 927-947 ; Akiko Nakajima et Hirochi Izumi (1995), « Economic Development and Unequal Exchange among Nations : Analysis of the U.S., Japan, and South Korea », *Review of Radical Political Economics*, vol. 27, n° 3, p. 86-94 ; ou Zhixuan Feng (2018), « International Value, International Production Price and Unequal Exchange », in Z. Feng et al. (eds.), *Economic Growth and Transition of Industrial Structure in East Asia*, Singapore : Springer.

<sup>8</sup> Zhiming Long, Rémy Herrera et Zhixuan Feng (2020), « Turning One's Loss into a Win ? The U.S. Trade War Against China in perspective », *mimeo*, CNRS – UMR 8174 (Paris) and Universities of Tsinghua (Beijing) and Nankai (Tianjin), 17 p.

une heure de travail aux États-Unis a été échangée contre près de 40 heures de travail chinois. Toutefois, à partir du milieu de la décennie 1990 – période de réformes profondes en Chine, en matière fiscale et budgétaire spécialement –, on observe une très nette diminution de l'échange inégal, sans que ce dernier disparaisse complètement pour autant. En 2018, 6,4 heures de travail chinois étaient encore échangées contre une heure de travail des États-Unis. L'érosion de cet avantage des États-Unis dans l'échange pourrait-il donc expliquer le déclenchement de leur guerre commerciale contre la Chine ?

Dans cette première méthode, c'est la comparaison des temps de travail nécessaires en moyenne pour fabriquer les marchandises échangées qui permet d'évaluer directement l'échange inégal. Or, l'appropriation de richesses produites entre pays n'est en fait vraiment mesurée qu'à travers le transfert bilatéral de temps de travail social nécessaire, c'est-à-dire de valeurs internationales. Ces dernières peuvent être estimées empiriquement – même si leurs calculs ne sont pas aisés. De plus, en utilisant la méthode précédente, il ne nous a été possible de calculer que le travail vivant directement incorporé dans les exportations, alors que le produit brut comprend aussi du travail matérialisé dans les divers moyens de production mobilisés. Aussi adoptons-nous également une seconde méthode, s'appuyant sur la nouvelle interprétation de la théorie de la valeur travail<sup>9</sup>, afin de dépasser les limites mentionnées de la première méthode et examiner avec plus de précision l'ampleur de l'échange inégal<sup>10</sup>.

Dans ce cadre alternatif, nous évaluons les quantités de valeurs internationales nouvellement créées dans les différents pays et secteurs, en recourant à l'expression du taux de change en parité de pouvoir d'achat pour refléter la part du produit d'un pays dans la production mondiale et réduire l'impact des fluctuations du taux de change réel. Puis nous calculons la différence existant entre la valeur internationale nouvellement créée par chaque secteur des différents pays et le prix sur le marché mondial – une fois réglées les deux difficultés importantes

---

<sup>9</sup> Voir ici, notamment : Duncan Foley (2000), « Recent developments in the labor theory of value », *Review of Radical Political Economics*, vol. 32, n° 1, p. 1-39 ; et Jie Meng (2015), « Two kinds of MELT [Monetary Expression per Labor Time] and their determinations : Critical notes on Moseley and the New Interpretation », *Review of Radical Political Economics*, vol. 47, n° 2, p. 309-316.

<sup>10</sup> Cette seconde méthode, alternative à la première, s'inspire du modèle proposé par A. Ricci (2019), « Unequal Exchange in the Age of Globalization », *Review of Radical Political Economics*, vol. 51, n° 2, p. 225-245.

évoquées ci-dessus : celle de la conversion en unités monétaires des valeurs internationales calculées ; et celle de la prise en compte non seulement du travail vivant, mais encore de la partie associée au travail matérialisé dans les moyens de production. Au total, grâce à une matrice du commerce mondial construite à partir de tableaux des entrées et sorties internationales, nous obtenons pour chaque secteur des deux pays les valeurs des transferts en provenance ou à destination des autres activités économiques enregistrées, donc les valeurs nettes effectivement transférées, c'est-à-dire les montants de l'échange inégal.

Compte tenu des données disponibles, nos calculs n'ont cette fois pu être réalisés qu'entre 1995 et 2014, pour 55 secteurs économiques et sur 43 pays, parmi lesquels les États-Unis et la Chine. Si l'on se concentre sur ces deux derniers pays, dont les relations nous occupent dans cet article, les résultats que nous obtenons avec cette seconde méthode confirment ceux précédemment recueillis grâce à la première méthode : il y a bien eu une inégalité à l'œuvre dans le commerce sino-étatsunien sur la période 1995-2014 et, au total, les transferts de valeurs internationales sont intervenus très largement au bénéfice de États-Unis. Exprimé en dollars courants, le montant de cette « redistribution » approchait en fin de période (2014) les 100 milliards de dollars, soit près de 0,5 % de la valeur ajoutée étatsunienne.

35

### **L'érosion de l'avantage étatsunien (les États-Unis gagnent, mais de moins en moins)**

Mais ce que montrent aussi les résultats des estimations de notre seconde méthode, c'est que les États-Unis – l'hégémonie mondiale – ont de plus en plus de mal à conserver leur avantage et à sortir gagnants de cette compétition, donc à supporter toutes les implications du libre-échange dont ils ont pourtant jadis défini les règles à leur profit. La Chine est en effet parvenue à réduire nettement l'importance de cet échange inégal, le transfert de richesses en sa défaveur se résorbant progressivement, passant de -3,7 % à 0,9 % de sa propre valeur ajoutée entre 1995 et 2014. Il lui fallait échanger 50 heures de travail chinois contre une heure de travail étatsunien en 1995, mais seulement sept en 2014.

Ajouté à ceci, les analyses sectorielles que permet de dégager l'application de notre seconde méthode de calcul de l'échange inégal sont très éclairantes. Elles montrent ainsi que, si 43 des 55 secteurs d'activités considérés par notre étude entre 1995 et 2014 (soit 78 % d'entre eux) mettent en exergue des transferts de valeurs dirigés de la Chine vers les

États-Unis (les plus considérables concernant le secteur textile, vêtements et articles en cuir et celui des meubles et fournitures), 12 autres secteurs sont à l'origine de transferts de valeurs de sens inverse, c'est-à-dire fonctionnant au détriment cette fois des États-Unis. Parmi ces dernières activités, citons les produits informatiques, électroniques et optiques (avec 6,9 milliards de dollars transférés des États-Unis vers la Chine pour l'année 2014), l'agriculture et l'élevage (3,1 milliards de dollars), les véhicules automobiles, remorques et semi-remorques (1,1 milliard) ou encore les produits pharmaceutiques de base et préparations pharmaceutiques (422 millions, calculés toujours pour 2014).

Le premier de ces secteurs englobe l'un des axes principaux de l'offensive lancée par Donald Trump – autant contre la Chine que – contre les firmes transnationales étatsuniennes géantes du « globalisme », spécialement celles opérant dans les nouvelles technologies de l'information et des communications, qu'il critique pour s'être délocalisées en Chine et entend relocaliser aux États-Unis. On fait souvent passer le président Trump pour un « fou » en oubliant qu'il est le produit et éminent représentant d'une des fractions de la haute finance qui domine actuellement l'économie étatsunienne – la fraction « continentaliste », opposée à celle, plus puissante encore, des « globalistes », incarnée, elle, par l'*establishment* du Parti démocrate<sup>11</sup>. Le deuxième secteur, celui de l'automobile, est l'un des piliers de l'économie étatsunienne, déjà durement ébranlé (et abondamment renfloué) après la crise de 2008. Le troisième secteur, l'agriculture et l'élevage, est l'un de ceux qui ont subi les plus dures rétorsions chinoises, sous forme de taxes douanières imposées sur les biens agricoles importés des États-Unis (surtout des États gros producteurs de biens agricoles et gros pourvoyeurs de voix pour D. Trump à l'élection présidentielle, comme le Kansas, par exemple) – des restrictions chinoises qui ont aggravé le désavantage étatsunien. Le quatrième secteur mentionné parmi ceux pour lesquels les États-Unis présentent les plus grandes faiblesses, les produits pharmaceutiques de base et les préparations pharmaceutiques, a récemment révélé, combien douloureusement, son importance stratégique absolument vitale lors de la pandémie de coronavirus. Dans ces conditions, ne peut-on pas se demander si lancer une guerre commerciale ne constituerait pas

---

<sup>11</sup> International Observatory of the Crisis (2019), *200 Years of Marx – Capitalism in Decline*, (Andrés Piqueras, Wim Dierckxsens, Walter Formento, Rémy Herrera et Paulo Nakatani), Hong Kong : Our Global U.



aussi une tentative de la part des États-Unis pour limiter les transferts de valeurs tirés de ces secteurs fondamentaux par la Chine ?

## **La remise en cause de l'hégémonie mondiale (qu'ont les États-Unis à offrir au monde ?)**

Au-delà des tirades de tribunes politiques et des ornements de négociations diplomatiques, au fond, les questions économiques qui nous occupent ici sont complexes. Des facteurs pluriels, imbriqués, expliquent la tendance constatée à la baisse du rapport des échanges de travail inclus dans le commerce bilatéral, dont certains des plus influents, parmi d'autres, sont assurément les fluctuations des taux de change et les dynamiques respectives de productivité qui traduisent, notamment, les évolutions d'écart productifs et technologiques entre les deux pays.

L'essor exponentiel des exportations chinoises au cours des 30 dernières années s'est effectué sur la base d'une industrialisation réussie – mais longue et difficile – et d'un contrôle rigoureux de l'ouverture au système mondial, intégrée dans le cadre d'une stratégie de développement maîtrisée de bout en bout<sup>12</sup>. C'est pourquoi le contenu des exportations a pu être modifié de façon à concerner peu à peu des productions de plus en plus élaborées, au point qu'aujourd'hui les biens et services de haute technologie représentent plus de la moitié de la valeur totale des marchandises exportées par la Chine. Grâce à des innovations technologiques réalisées dans tous les domaines (y compris la robotique, le nucléaire, l'espace), de mieux en mieux dominées nationalement, les structures productives du pays ont pu évoluer du *made in China* au *made by China*. Sur plusieurs décennies, le rythme d'accroissement des gains de productivité du travail (qui s'est accéléré en moyenne de + 4,31 % dans les années 1980 à + 7,28 % dans les années 1990, + 11,72 % dans les années 2000 et encore + 14,12 % pour l'année 2010) a ainsi permis d'accompagner l'augmentation très soutenue des salaires industriels (en termes réels), sans que l'alourdissement du « coût du travail » chinois relativement aux concurrents du Sud (Corée du Sud, Mexique, Turquie, etc.) vienne détériorer la compétitivité des entreprises nationales ni même leurs marges. Les exportations – et les investissements directs étrangers, puisque plus de la moitié des exportations sont le fait de transnationales

---

<sup>12</sup> Rémy Herrera et Zhiming Long (2018), « The Enigma of China's Economic Growth », *Monthly Review*, vol. 70, n° 7, p. 52-62, December, New York.

étrangères implantées en Chine – jouent plutôt à l’heure présente un rôle d’appoint pour le développement du pays.

De surcroît, la guerre commerciale contre la Chine fut lancée par l’administration étatsunienne dans un contexte préexistant où, depuis des décennies, les États-Unis exerçaient par le biais de leur monnaie nationale – laquelle est aussi monnaie de réserve internationale – des pressions extrêmement fortes sur toutes les autres économies du monde. Destinée à tenter d’améliorer la compétitivité-prix des exportations de l’un ou l’autre des deux pays, la spirale à la surenchère au dollar ou au yuan faibles s’est récemment accélérée lorsque les autorités monétaires de Chine ont réagi aux sanctions étatsuniennes en laissant se déprécier leur monnaie nationale. Le yuan fut donc « dévalué » en août 2019. Mais était-il vraiment sous-évalué avant cette date ?

L’essor des exportations, sur lequel s’est appuyé en partie – en partie seulement – le « modèle » de croissance chinois, a cristallisé un point de tension majeur dans les relations internationales. Le renminbi, dont l’unité monétaire est le yuan, aurait été depuis bien longtemps nettement sous-évalué, peut-on lire un peu partout dans les médias dominants aux États-Unis et ailleurs. Cette supposée sous-évaluation aurait été à l’origine de l’aggravation des déficits commerciaux étatsuniens, car les biens chinois exportés, déjà très bon marché, auraient été rendus encore plus compétitifs sur les marchés mondiaux par un yuan maintenu artificiellement déprécié. D’où les pressions redoublées de Washington dans le sens de l’appréciation de la monnaie chinoise face au dollar qui aboutirent, malgré les réticences et résistances de Beijing, aux réévaluations de 2005 et de 2012 : entre ces deux dates, c’est-à-dire entre le moment où les autorités monétaires chinoises décidèrent de ne plus lier au dollar les variations de leur monnaie (juillet 2005) et celui de la dernière réévaluation effectuée (avril 2012), la valeur réelle du yuan s’est appréciée de 32 % face au dollar.

Les débats entre économistes portant sur la « juste valeur » des monnaies sont polémiques. Mais on remarque que, parmi les critères discutés, c’est surtout le rapport entre le solde de la balance des comptes courants et le PIB qui est utilisé par les divers experts conseillers des gouvernements étatsuniens (sous les présidents Trump comme Obama). Le référentiel retenu pour définir le taux de change dit « d’équilibre » serait un ratio d’excédent ou de déficit de la balance des paiements courants au PIB compris entre +/- 3 ou 4 %. Or, si on applique ce critère à la Chine, marqué par l’importance des relations bilatérales avec les États-Unis, on voit que le ratio chinois est passé

de plus de 10,6 % en 2007 à moins de 2,8 % en 2011 et seulement 1,4 % en 2012. Et ce critère a continué à être respecté par la suite, en s'établissant juste au-dessus de 3,5 % – donc dans la « fenêtre de tir » étatsunienne. Aussi la Chine était-elle parvenue au début des années 2010 à ramener son ratio solde des paiements courants/PIB à un niveau jugé « raisonnable », c'est-à-dire compatible avec le taux de change du yuan contre le dollar. La proportion des exportations dans le PIB a été maîtrisée : après s'être envolée à plus de 35 % au milieu de la décennie 2000, elle est revenue sous la barre des 20 %, soit 10 points de PIB en dessous de la moyenne mondiale (30 % ces dix dernières années). En Chine, ce rapport exportations/PIB de moins 20 % est à présent inférieur à ceux de l'OCDE (28 %) et, plus encore, de la zone euro (45 %). C'est aussi ce contrôle de l'ouverture qui a garanti à la Chine des conditions relativement plus stables en termes de taux de change (et de taux d'inflation) que dans d'autres pays.

Par conséquent, la « sous-évaluation » du yuan n'aurait pas été aussi évidente qu'on a pu le dire – contrairement à la détérioration des termes de l'échange de la Chine, bien réelle, et passée sous silence –, dès lors que l'on se réfère au « *benchmark* » le plus utilisé par l'administration étatsunienne elle-même. Cela n'a pourtant pas empêché les États-Unis, en dépit des gigantesques déséquilibres jumeaux externe et interne qui caractérisent leur économie, de poursuivre ce que maints observateurs ont qualifié de « guerre des monnaies », par la dépréciation du dollar sur le marché des changes, et de tenter d'imposer à Beijing les termes de ce qui ressemble à une « capitulation »<sup>13</sup>, dont l'une des implications est la dévalorisation des réserves en dollars que détiennent les autorités monétaires chinoises. Ce sont néanmoins ces dernières que l'on accuse de durcir cette guerre commerciale pour la transformer en guerre monétaire.

Serait-ce parce que la Chine a réussi à déployer un projet de développement non financier et non guerrier, autonome, efficace et contestant le bloc de pouvoir de la haute finance étatsunienne qui lui, nourri de capital fictif, offre au monde ses crises et ses guerres ?

L'hypothèse que nous formulerons donc est que, venue se surajouter à une guerre monétaire qui lui préexistait, la guerre commerciale lancée par Washington contre Beijing, dans le cadre de la nouvelle « guerre froide » qui les oppose, pourrait s'interpréter

---

<sup>13</sup> Voir : Martin Wolf (2010), *Financial Times*, October 12, 2010, en ligne : <<http://www.ft.com/cms/s/0/fe45eb2-d644-11df81f0-00144feabdc0.html>>.

comme une tentative de l'administration Trump pour freiner la lente et continue détérioration de l'avantage que les États-Unis parviennent à extorquer de leur commerce avec la Chine depuis (au moins) quatre décennies, donc aussi pour conserver une hégémonie en voie d'effritement. Le constat que nous avons établi est que la Chine a certes engrangé des recettes tirées des excédents commerciaux bilatéraux, mais que ces gains se sont trouvés compensés par le fait – mis en lumière par nos calculs mesurant l'échange inégal bilatéral – que ce sont surtout les États-Unis qui ont profité de ce commerce en termes de temps de travail incorporés dans les marchandises échangées.

40

S'il est loin d'être certain que la guerre commerciale de Donald Trump parvienne à faire plier la Chine comme celle de Ronald Reagan avait fait reculer le Japon dans les années 1980, l'imbrication commerciale et monétaire très étroite des deux premières économies du monde – une superpuissance en déclin, l'autre ascendante – fait peser sur elles, en même temps que sur l'économie mondiale, des risques extrêmement préoccupants. Car tout le monde sait qu'une grande partie des dollars collectés par la Chine via ses excédents commerciaux retourne aux États-Unis sous la forme d'achats massifs par les autorités monétaires chinoises de bons du Trésor émis par les États-Unis dans le but de financer leurs propres déficits commerciaux ?

Tournons-nous alors vers Donald John Trump, avec le respect et la courtoisie requis, pour lui demander simplement : « Monsieur le président, s'il faut tomber les masques un court instant, quelle est donc l'identité du vrai "voleur" dans toute cette affaire ? ».

### **Résumé**

Après une brève présentation de la position de Marx sur le commerce international, les auteurs étudient l'évolution de la balance commerciale bilatérale sino-étatsunienne, d'après laquelle les États-Unis, apparemment, sont perdants. Puis, ils proposent deux méthodes de mesure de l'échange inégal entre les États-Unis et la Chine : la première méthode considère les contenus en travail directement incorporés dans les échanges, tandis que la seconde est centrée sur les valeurs internationales et utilisent des tableaux entrées-sorties. Les résultats des deux méthodes montrent que les États-Unis, en réalité, gagnent. Une analyse sectorielle indique une érosion des avantages étatsuniens, c'est-à-dire que les États-Unis gagnent à l'échange bilatéral, mais de moins en moins. Pour finir, ils examinent les défis que ce déclin pose à l'hégémonie étatsunienne et s'interrogent sur ce que cette dernière a aujourd'hui à offrir au monde.